

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(10\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Anatole de La Forge, 27 septembre 1870](#)

Jean-Baptiste André Godin à Anatole de La Forge, 27 septembre 1870

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Les relations du document

Collection **Correspondant.e.s**

[La Forge, Anatole de \(1821-1892\)](#) est destinataire de cette lettre

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (10)

Collation 4 p. (214r, 215v, 217v, 216r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Anatole de La Forge, 27 septembre 1870, Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 11/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/11130>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [27 septembre 1870](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [La Forge, Anatole de \(1821-1892\)](#)

Lieu de destination Inconnu

Description

Résumé

Sur l'organisation nouvelle des communes. Godin s'adresse à Anatole de La Forge, préfet de l'Aisne, en tant qu'ami politique. Godin juge insuffisant l'arrêté préfectoral sur les commissions administratives et plaide pour la formation d'administrations véritablement républicaines avant d'organiser des élections législatives qui favoriseraient la réaction.

Notes

La Forge est Préfet de l'Aisne du 14 septembre à novembre 1870.

Mots-clés

[Actualité](#), [Élections](#), [Guerre](#), [Idées politiques](#)

Événements cités

- [Gouvernement de la Défense nationale \(4 septembre 1870-19 février 1871, France\)](#)
- [Guerre franco-allemande de 1870 \(19 juillet 1870-29 janvier 1871, France\)](#)

Informations biographiques sur les correspondant·es et les personnes citées

Nom La Forge, Anatole de (1821-1892)

Genre Homme

Pays d'origine France

Activité

- Administration
- Politique
- Presse

Biographie Journaliste et homme politique français né en 1820 à Paris et décédé en 1892 à Paris. Journaliste au journal *Le Siècle* (Paris, 1836-1932), organe républicain après 1848, La Forge est nommé préfet de l'Aisne le 14 septembre 1870 à Saint-Quentin par le gouvernement de Défense nationale. Il combat à la tête des troupes de défense de Saint-Quentin contre les Prussiens en octobre 1870. Blessé le 8 octobre, il est remplacé le 7 novembre 1870 par [Félix Achard](#). Il devient ensuite député de la Seine, de 1881 à 1889.

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/12/2021

Dernière modification le 01/06/2024

Guesle le 24 7^{bre} 1840

Monsieur

ce n'est pas au sujet que
 j'écris en ce moment est la
 même que politique d'habiter de la force
 je vous ai laissé hier un note
 sans commentaire et sans dévelop-
 pement sur l'organisation des
 municipalités, aujourd'hui je vous
 écris sur le sujet de ce sujet impor-
 tant, si important à mes yeux
 qu'il me semble renfermer le salut
 de la République.

La commune représente la force
 éternelle nationale il faut imprimer
 à cette force un mouvement utile
 à la République ou autrement
 tout se brisera contre les forces inpar-
 tielles agissantes en elle.

L'arrêt que vous avez pris est
 complètement insuffisant pour
 constituer une administration nouvelle
 et encore moins un esprit nouveau.

Si nos amis politiques du
 Gouvernement ont vu que
 les institutions républicaines
 se fonderont elles mêmes
 effrayées d'habiter de la force

ils se sont trompés pas plus
que la chambre n'aurait un rôle
à constituer le gouvernement
provisoire de la République pas
plus les conseils municipaux
ne constitueraient des commissions
administratives Républicaines.

pour que ces commissions existent
il faut qu'elles soient choisies bien
soignées et installées avec toute l'autorité
de la forme arrêtée par décret et
publiée suffisamment dans les journaux
avec une la respect de la masse
serait conquis et la puissance
de la nation parafaisie.

J'ai vu avec la plus grande
surprise que la réunion intervenue
à la suite d'un présumait que les institutions
pourraient être ordonnées à un
jour prochain, si un nouveau
fauteuil est remis après tout le
temps déjà perdu pour l'organisa-
tion de la République institutionnel-
lement intermédiaires; je vous affirme
que c'est un grand malheur pour
la République, — que le gouverne-
ment organise la commission Républicaine
et alors on aura une
constituante Républicaine sans cela
non.

24 4^{ème} suite

non, ce ne sont pas des
 imitations que le gouvernement
 de la défense nationale
 devrait faire ^{de son} ~~de~~ quel lui appar-
 tenait de faire était de nous
 préserver des ennemis de l'intérieur
 en travaillant à chasser les
 ennemis de l'extérieur, pour
 attendre avec deux buts, il
 fallait, et il faut encore mettre
 la puissance aux mains
 des républicains dans la commune.
 il faut donner à toutes les
 administrations municipales le
 prestige de la force républicaine
 ou autrement on se débattait
 au milieu des mille malheurs
 de la réaction.

Dans toutes ces communes où
 le peuple dit encore aujourd'hui
 à ses administrés que la
 république est une plaisanterie
 ou le grand champêtre intérieur
 les habitants qui résistent
 s'en occupent. les choses changeraient
 de tout au tout, si la
 république venait à s'affirmer
 par des actes suffisants de sage

autorité administrative, et
pour qu'il en soit ainsi,
il n'est qu'une question de
mesures, que le gouvernement
de la défense nationale pourrait
généraliser. mais si le
gouvernement néglige à grand
côté du Suisse tous pouvoirs
dans votre sphère et travailler
et notre département vous
devrait ainsi dire renvoyer
à la démocratie. mais il est
à une condition, c'est que
les institutions soient diffuses
jusqu'à ce que les communes
soient republicanisées.

votre bien dévoué

Gudin